

AUDIT AQUITAINE SOGAR

Le Pôle d'Expertises pour Entrepreneurs

- ◆ Expertise Comptable
- ◆ Bulletins de paie
- ◆ Commissariat aux Comptes
- ◆ Droit Social et des Sociétés
- ◆ Conseil en Gestion
- ◆ Associations
- ◆ Formations

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

CAUE 64
4 Place Reine Marguerite

64000 PAU

Sommaire

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

<i>Bilan Actif</i>	<i>1</i>
<i>Bilan Passif</i>	<i>2</i>
<i>Détail de l'Actif</i>	<i>3</i>
<i>Détail du Passif</i>	<i>4</i>
<i>Compte de Résultat 1/2</i>	<i>5</i>
<i>Compte de Résultat 2/2</i>	<i>6</i>
<i>Détail du Compte de Résultat</i>	<i>7</i>
<i>Annexe au bilan</i>	<i>10</i>
<i>Règles et méthodes comptables 2</i>	<i>11</i>
<i>Immobilisations</i>	<i>13</i>
<i>Amortissements</i>	<i>14</i>
<i>Provisions</i>	<i>15</i>
<i>Créances et dettes</i>	<i>16</i>
<i>Variation des fonds propres</i>	<i>17</i>
<i>Variation des fonds reportés</i>	<i>18</i>
<i>Variation des fonds dédiés</i>	<i>19</i>
<i>Subventions d'exploitation</i>	<i>20</i>
<i>Charges constatés d'avance</i>	<i>21</i>
<i>Produits constatés d'avance</i>	<i>22</i>
<i>Effectif moyen</i>	<i>23</i>

		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	35 695	35 695		65
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
Constructions	1 497 973	837 523	660 450	681 045	
Installations techniques,mat. et outillage indus.					
Autres immobilisations corporelles	136 426	115 559	20 867	32 369	
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)					
Participations évaluées selon mise en équival.					
Autres participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	1 334		1 334	1 334	
	TOTAL (I)	1 671 427	988 777	682 650	714 814
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	22 554		22 554	30 471
	Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	380 620		380 620	313 181	
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	474 714		474 714	373 806	
DISPONIBILITES	308 817		308 817	556 168	
Charges constatées d'avance	3 059		3 059	7 449	
	TOTAL (II)	1 189 763		1 189 763	1 281 073
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecarts de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	2 861 191	988 777	1 872 414	1 995 887
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				1 334	1 334
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	30 490	30 490
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 701 819	1 774 896
	Réserves pour projet de l'entité		
FONDS PROPRES	Autres	67 977	67 977
	Report à nouveau		
	Excédent ou déficit de l'exercice	(156 714)	(73 077)
	Total des fonds propres (situation nette)	1 643 571	1 800 285
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres		
	Total des fonds propres	1 643 571	1 800 285
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
Fonds reportés et dédiés	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
Fonds reportés et dédiés	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	1 000	5 340
	Provisions pour charges		
Provisions	Total des provisions	1 000	5 340
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 269	23 776
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	191 574	166 486
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	227 842	190 262
Ecart de conversion passif			
TOTAL PASSIF		1 872 414	1 995 887
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		(156 713,93)	(73 077,10)
(1) Dont à moins d'un an		227 842	190 262
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	51 630	46 323
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	59 239	99 036
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 175 414	1 203 820
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	19 186	29 619
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	229	17
Total des produits d'exploitation		1 305 697	1 378 814
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	247 350	256 056
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	70 488	77 689
	Salaires et traitements	774 351	752 987
	Charges sociales	293 998	300 254
	Dotation aux amortissements et dépréciations	82 408	77 073
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	104	37
Total des charges d'exploitation		1 468 698	1 464 095
RESULTAT D'EXPLOITATION		(163 001)	(85 281)

Compte de Résultat 2/2

		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		(163 001)	(85 281)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	7 848	5 013
	Autres intérêts et produits assimilés	30	6 827
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		7 878	11 840
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	125	
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		125	
RESULTAT FINANCIER		7 753	11 840
RESULTAT COURANT avant impôts		(155 248)	(73 440)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		1 046
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels			1 046
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	663	284
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	663	284
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(663)	762
Participation des salariés aux résultats		803	399
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 313 575	1 391 701
TOTAL DES CHARGES		1 470 289	1 464 778
EXCEDENT ou DEFICIT		(156 714)	(73 077)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe au Bilan

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **1 872 414** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **1 313 575** euros
 - un total charges de **1 470 289** euros
 - dégage un résultat de **-156 714** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de l'association **CAUE 64** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 872 414** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 313 575** euros et un total **charges** de **1 470 289** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-156 714** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.
Il a une durée de **12** mois.

La collecte de la taxe CAUE 64 représente 734.440,08€ pour 2024 avec une subvention complémentaire de 415.559,92€ du Conseil Départemental des Pyrénées-Atlantiques.

Seuls sont comptabilisés les versements de cotisations "volontaires" reçus en 2024 pour un montant de 51.630€.

Durant l'exercice, le CAUE 64 a organisé des formations gratuites sur différentes thématiques pour des élus, des agents techniques territoriaux et des professionnels comme :

- Cours de récréation "A vous de jouer" sous forme d'ateliers,
- Les matinées du foncier : Le droit de préemption,
- Pour tout savoir sur les autorisations d'urbanisme ... en 1 jour,
- Une nécessaire mais difficile densification,
- L'écoconstruction : construire durable,
- L'arbre en milieu urbanisé.

Le risque pour indemnités de fin de carrière n'est pas comptabilisé, il peut être évalué à la somme de 143.942 euros au 31 décembre 2024.

Un contrat auprès de la CNP Assurances a été signé et aucune somme n'a été versée en 2024.

Pour mémoire, la somme de 22.000 euros a été versée les années précédentes (en 2015, un versement de 11.000€ et en 2016, un versement de 11.000€ également).

L'engagement est donc de 121.942 euros à la date de clôture de l'exercice.

En début d'année 2025, un plan de licenciement économique a été mis en place suite à des difficultés financières.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement n° 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables homologué applicable depuis le 01/01/2020 relatif au Plan Comptable Général .

Immobilisations

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) minoré des remises, rabais et escomptes obtenus.

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- Constructions de 10 à 25 ans
- Matériel et outillage de 4 à 10 ans
- Mobilier de bureau de 3 à 10 ans.

Une dotation d'amortissement complémentaire est calculée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

Les règles suivantes ont été appliquées sur l'exercice :

L'analyse des immobilisations et les durées d'amortissement pratiquées a permis de constater que les durées d'utilisation correspondaient aux durées d'usage.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement :

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	35 695					35 695
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35 695					35 695
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	865 855					865 855
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement	583 173		48 944			632 118
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	172 369		1 300		37 243	136 426
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 621 397		50 244		37 243	1 634 399
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	1 334					1 334
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 334					1 334
TOTAL		1 658 426		50 244		37 243	1 671 427

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	35 630	65		35 695
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	35 630	65		35 695
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	390 366	34 634		425 000
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	377 618	34 905		412 523
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	139 999	12 803	37 243	115 559
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		907 983	82 342	37 243	953 082
TOTAL		943 612	82 408	37 243	988 777

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	5 340		4 340	1 000
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	5 340		4 340	1 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	30		30	
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	30		30	
TOTAL GENERAL		5 370		4 370	1 000
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				4 340 30	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	1 334	1 334	
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	22 554	22 554	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 096	2 096	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	364 456	364 456	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations	14 068	14 068	
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	3 059	3 059	
TOTAL DES CREANCES		407 567	407 567	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	36 269	36 269		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	87 884	87 884		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	92 226	92 226		
	Impôts sur les bénéfices	803	803		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	10 661	10 661		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		227 842	227 842		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	30 490				30 490
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles	1 774 896			73 077	1 701 819
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	67 977	(73 077)	73 077		67 977
Excédent ou déficit de l'exercice	(73 077)	73 077		156 714	(156 714)
Situation nette	1 800 285		73 077	229 791	1 643 571
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	1 800 285		73 077	229 791	1 643 571

Variation des Fonds Reportés

	Fonds reportés clôture 31/12/2023	Report	Utilisation	Fonds reportés clôture 31/12/2024
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
TOTAL				

Variation des Fonds Dédiés

Fonds dédiés clôture 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2024	
		Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation						
Contributions financières d'autres org.						
Ressources liées à la générosité du public						
TOTAL						

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		3 059	3 059
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			3 059

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			

Effectif moyen

31/12/2024	Interne	Externe
------------	---------	---------

EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE			
	Cadres & professions intellectuelles supérieures	14	
	Professions intermédiaires		
	Employés	1	
	Ouvriers		
	TOTAL	15	

SARL AUDITELM

Commissaire aux Comptes

11 Chemin du Lanot
64140 LONS

contactaudit@auditelm.com

C.A.U.E 64
C.A.U.E 64

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice
clos au 31 Décembre 2024**

A l'Assemblée générale,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

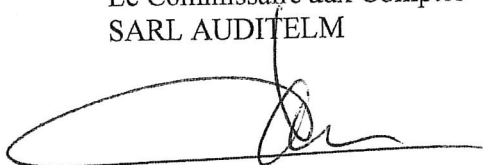
Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaire au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale de Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTION SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Fait à LONS, le 10 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
SARL AUDITELM

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'E' followed by a series of loops and a horizontal stroke at the end.

Emmanuel LARRIEU-MANAN

SARL AUDITELM

Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Pau

11 Chemin du Lanot
64140 LONS

contactaudit@auditelm.com

C.A.U.E 64 C.A.U.E 64

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31 Décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'association C.A.U.E 64

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CAUE 64, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons contrôlé que les modalités retenues pour l'élaboration des comptes, décrites dans les notes de l'annexe, font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC et ont correctement été appliquées.

Nous avons vérifié que le principe de séparation des exercices est respecté au niveau des produits et charges.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

6

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

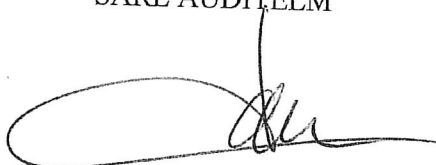
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes, relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à LONS, le 10 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
SARL AUDITELM



Emmanuel LARRIEU-MANAN

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.